

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/13191]

28 MARS 2019. — Arrêté 2019/170 du Collège de la Commission communautaire française relatif au remboursement de l'abonnement annuel auprès d'une société bruxelloise de vélos partagés pour les agents de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, l'article 22;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 22 mars 2019;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 28 février 2019;

Vu le protocole n° 2019/17 du 13 mars 2019 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux agents statutaires définitifs, aux agents statutaires stagiaires et aux agents contractuels administratifs et pédagogiques.

Art. 3. L'abonnement annuel contracté par l'agent auprès d'une société bruxelloise de vélos partagés lui est remboursé par l'Institut sur la base de la preuve de paiement à condition que l'Institut ait accepté préalablement la justification faite par l'agent de l'utilité de ce mode de transport pour ses déplacements professionnels et/ou pour se rendre de son domicile à son lieu de travail.

Art. 4. Les Membres du Collège chargés de la Formation professionnelle et de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 2019.

Pour le Collège :

La Présidente du Collège, chargée du Budget,
F. LAANAN

La Membre du Collège, chargée de la Fonction publique,
C. JODOGNE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/13191]

28 MAART 2019. — Besluit 2019/170 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de terugbetaling van het jaarabonnement bij een Brusselse maatschappij voor fietsdelen voor de personeelsleden van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, artikel 22;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, gegeven op 22 maart 2019;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met Begroting, gegeven op 28 februari 2019;

Gelet op het protocol nr. 2019/17 van 13 maart 2019 van het Comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Op voordracht van het lid van het College belast met het Openbaar Ambt en van het lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de vastbenoemde statutaire personeelsleden, de stagiair-statutaire personeelsleden en de administratieve en pedagogische contractuele personeelsleden.

Art. 3. Het Institut betaalt het jaarabonnement dat het personeelslid afsloot bij een Brusselse maatschappij voor fietsdelen, terug aan het personeelslid op basis van het betalingsbewijs, op voorwaarde dat het Institut voorafgaandelijk de verantwoording van het personeelslid aanvaardt inzake het nut van dit vervoermiddel voor zijn professionele verplaatsingen en/of om zich van zijn woonplaats naar zijn werkplek te verplaatsen.

Art. 4. De leden van het College bevoegd voor Beroepsopleiding en Openbaar Ambt worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, op 28 maart 2019.

Voor het College :

De voorzitter van het College bevoegd voor Begroting,
F. LAANAN

Het lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt,
C. JODOGNE

Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,
D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/13542]

24 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération conclu entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone, organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs, fait à Bruxelles le 20 mars 2014

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit:

Article 1^{er}. Le présent décret règle en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs.

Art. 3. Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Annexe

Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatif

Vu les articles 1^{er}, 24, 38, 39, 127, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment 92bis § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Considérant qu'il est indispensable de pouvoir s'appuyer sur un cadastre présentant les trajectoires des élèves et étudiants, tant internes à l'enseignement que hors enseignement sur le marché du travail et dans le domaine de la formation professionnelle, afin de permettre aux pouvoirs publics d'assurer une évaluation plus précise de l'impact de l'enseignement et des formations dispensées sur la vie et le parcours des élèves et étudiants et d'améliorer le pilotage de notre système éducatif et de la formation professionnelle;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, du Ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale Marie-Martine Schyns;

La Région wallonne représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre Présidents Rudy Deroose et du Ministre de l'Emploi et de la Formation André Antoine;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, Rudi Vervoort, et de la Ministre de l'Economie et de l'Emploi, Céline Fremault;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège, en la personne de son Ministre-Président Christos Doukeridis, du Ministre de la Formation professionnelle Rachid Madrane et de la Ministre de la Formation professionnelle des classes moyennes, Céline Fremault;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Karl-Heinz Lambertz et du Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi Oliver Paasch, ont convenu ce qui suit.

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération on entend par :

1. ACTIRIS : l'Office régional bruxellois de l'Emploi régi par l'ordonnance du 18 janvier 2001 ;
2. ADG : Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft créé par le décret du 17 janvier 2000 portant création d'un office de l'emploi en Communauté germanophone;
3. AGERS : l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;
4. ARES : Académie de recherche et d'enseignement supérieur créé par le décret du 7 novembre 2013;
5. « Base de données pilotage » : la base de données statistiques individuelles des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, données issues du fichier de comptage des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire;
6. Bruxelles Formation : l'Institut bruxellois francophone de formation professionnelles créé par le décret du 17 mars 1994;
7. ETNIC : l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication créée par le décret du 27 mars 2002;
8. FOREM : l'Office wallon de la formation et de l'emploi, institué par le décret du 6 mai 1999 ;
9. IAWM : l'Institut für Aus und Weiterbildung im Mittelstand créé par le décret du 16 décembre 1991 relatif à la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les PME;
10. IBSA : l'Institut bruxellois de statistiques et d'analyse Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
11. IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises créé par le décret du 17 juillet 2003;
12. IWEPS : l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, créé par le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation de la prospective et de la statistique;
13. « Saturn » : la base de données à des fins statistiques historiques et scientifiques reprenant les étudiants de l'enseignement supérieur hors universités issus de la collecte de données à des fins statistiques « Saturn » réalisée auprès des établissements d'enseignement supérieur;
14. SFPME : le Service de formation PME créé par le décret du 17 juillet 2003 de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles;
15. « Secrétariat général » : le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française;
16. Tiers de confiance : l'organisation intermédiaire telle que définie à l'article 1^{er}, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 2. Le présent accord de coopération organise la mise en œuvre d'un outil statistique intégré de suivi des élèves de l'enseignement secondaire et supérieur, dont les objectifs sont :

1. d'analyser les flux de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé vers l'enseignement supérieur;
2. d'analyser les flux intra enseignement secondaire ordinaire et spécialisé;
3. d'analyser les flux intra enseignement supérieur;
4. d'analyser les flux du système d'enseignement secondaire et supérieur vers le marché du travail et/ou vers les dispositifs de formation professionnelle;
5. d'assurer le suivi de l'ensemble des trajectoires des cohortes successives de sortants du système d'enseignement et ce sur une période de 10 ans.

L'outil doit permettre de réaliser des analyses au niveau de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de territoires plus ciblés tels que les bassins de vie Enseignement Formation Emploi.

Art. 3. § 1. La mise en œuvre de l'outil visé à l'article 2, demande d'interconnecter différentes sources de données de l'enseignement, de la sécurité sociale et des opérateurs de formation professionnelle. L'outil doit intégrer des données d'origine différentes déterminées ci-après.

Des données complémentaires à celles-ci peuvent être ajoutées pour affiner l'analyse et préciser les flux.

§ 2. Pour l'enseignement, les données nécessaires à la construction de l'outil sont issues :

1. de la base de données « pilotage » dont le responsable du traitement des données est l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, en ce y compris la clé pilotage qui permet d'intégrer les données nécessaires à reconstituer l'identification des élèves pour permettre les couplages par le tiers de confiance avec les autres bases de données;

2. de la base de données « Saturn » dont le responsable du traitement des données est l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, en ce y compris la clé « identifiant » qui permet d'intégrer les données nécessaires à reconstituer l'identification des élèves pour permettre le couplage par le tiers de confiance avec les autres bases de données;

3. de la base de données de l'ARES reprenant les étudiants de l'enseignement supérieur dont le responsable du traitement des données est l'ARES

4. des données concernant les étudiants de l'enseignement de promotion sociale dont le responsable du traitement des données est l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique;

5. des données concernant l'enseignement secondaire ordinaire et spécial et de l'enseignement supérieur de la Communauté germanophone dont le responsable du traitement des données est le Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft

§ 3. Les données administratives hors secteur de l'enseignement qui sont visées pour constituer l'outil sont issues :

1. en ce qui concerne le parcours sur le marché de l'emploi des données issues de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale;

2. en ce qui concerne le parcours de formation, des données issues des bases des données du FOREM (en ce compris les données relatives aux Régies de quartier, MIRE, EFT/OISP et AWIPH, dont le FOREM dispose par convention), de Bruxelles Formation de l'IFAPME, du SFPME, de l'ADG et de l'IAWM

Art. 4. § 1^{er}. En accord avec le Ministère de la Communauté française, l'opérateur informatique

ETNIC agissant comme sous-traitant, est chargé pour chaque année à partir de 2005 :

1. de fournir au tiers de confiance, avec le numéro de registre national et la clé comptage les variables définies par le groupe de travail, défini à l'article 5, § 5, concernant les élèves sortants de la base de données pilotage;

2. de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification et la clé Saturn, les variables définies par le groupe de travail, défini à l'article 5, concernant les étudiants de la base données Saturn;

3. de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification et la clé Saturn, les variables définies par le groupe de travail, défini à l'article 5, § 53 concernant les sortants de la base de données Saturn.

§ 2. L'opérateur informatique ETNIC, au vu de ses missions issues de raccord de coopération du 8 octobre 2009 entre la Communauté française et la Région wallonne dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistique, est chargé pour chaque année à partir de 2005

1. de mettre à disposition de l'IBSA, de l'IWEPS, du FOREM, de l'IFAPME, du SFPME de l'IAWM, de l'ADG, de l'AGERS, du Secrétariat général, de l'Observatoire bruxellois de l'emploi d'Actiris, le Service d'études de Bruxelles Formation et du Service d'études du Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft les données des sortants du système de l'enseignement ;

2. du chargement de ces données dans une datawarehouse;

3. de mettre à disposition, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, un outil permettant l'exploitation de l'ensemble des données agrégées et leur suivi à PIBSA, IWEPS, le FOREM, l'IFAPME, le SFPME, l'IAWM, l'AGER et le Secrétariat général l'Observatoire bruxellois de l'emploi d'Actiris, le Service d'études de Bruxelles Formation et le Service d'études du Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft selon les modalités et les priorités qui seront définies par le Comité de pilotage;

4. de fournir des informations individuelles uniquement sur demande du Comité de pilotage et selon les modalités définies au cas par cas par le Comité. S'il s'agit de données non anonymes, elles devront être transférées au tiers de confiance qui procédera aux différentes mises en relation souhaitées des bases de données et à leur codification.

§ 3. L'opérateur ARES est chargé, pour chaque année à partir de 2005 de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification :

1. les éléments de la base de données des étudiants des universités qui permettent de reconstituer leurs parcours dans l'enseignement universitaire;

2. les sortants de la base de données de l'ARES

§ 4. L'opérateur Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft est chargé pour chaque année disponible depuis 2005, de fournir au tiers de confiance avec les données d'identification :

1. les données des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé qui permettent de reconstituer les parcours d'études;

2. les sortants de la base des données des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé;

3. les données des étudiants de l'enseignement supérieur qui permettent de reconstituer les parcours d'études;

4. les sortants de la base des données des étudiants de l'enseignement supérieur.

§ 5. Les opérateurs de formation professionnelle : le Forem, Bruxelles Formation, l'IFAPME le SFPME, l'ADG et l'IAWM sont chargés de fournir, pour chaque année à partir de 2005 si les données sont disponibles, au tiers de confiance, les données issues de leur base de données et les données d'identification nécessaires à la reconstitution du parcours de formation des élèves sortis du système d'enseignement.

§ 6. Le tiers de confiance est chargé :

1. de réaliser les jointures entre les données individuelles issues des différentes bases de données;
2. de coder les données conformément aux dispositions prévues par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et par son arrêté d'exécution du 13 février 2001;
3. de fournir les données individuelles et l'agencement des variables définies par le groupe de travail défini à l'article 5, § 5, issues des différentes sources de données interconnectées et codées à l'ETNIC.

Art. 5. § 1^{er}. Pour optimiser les collaborations nécessaires aux objectifs visés à l'article, il est créé un Comité de Pilotage.

§ 2 Le Comité de Pilotage est composé des membres suivant :

1. Pour la Communauté française :
 - a) le Secrétaire général du MFWB ou son représentant;
 - b) le Directeur de la Direction de la Recherche du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française ou son représentant;
 - c) L'Administrateur général de l'AGERS ou son représentant;
 - d) un membre du Service général du Pilotage du système éducatif;
 - e) L'Administrateur général PARES ou son représentant;
 - f) le Ministre de l'enseignement secondaire ou son représentant;
 - g) le Ministre de l'enseignement supérieur ou son représentant;
 - h) le Ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale ou son représentant ;
 - i) le Ministre en charge des statistiques ou son représentant;
 - j) L'Administrateur général de l'Etnic ou son représentant.
2. Pour la Communauté germanophone :
 - a) le Ministre en charge de l'enseignement ou son représentant;
 - b) le responsable du Ministère en charge de la formation ou de son représentant.
3. Pour la Région wallonne :
 - a) le Ministre de la Formation ou son représentant;
 - b) le Ministre de l'Emploi ou son représentant;
 - c) L'Administrateur général de l'IWEPS ou son représentant;
 - d) L'Administrateur général du Forem ou son représentant;
 - e) L'Administrateur général de l'IFAPME ou son représentant;
 - f) un représentant de l'interfédération des EFT/OISR
4. Pour la Région de Bruxelles-Capitale :
 - a) le Ministre en charge des statistiques ou son représentant;
 - b) le Ministre en charge de l'emploi ou son représentant;
 - c) le Directeur de l'IBSA ou son représentant;
 - d) le Directeur de l'Observatoire bruxellois de l'Emploi ou son représentant;
 - e) un représentant de la FEBISP.
5. Pour la Commission communautaire française :
 - a) le Ministre de la formation professionnelle ou son représentant;
 - b) le Directeur de Bruxelles Formation ou son représentant;
 - c) le Ministre de la formation des classes moyennes ou son représentant;
 - d) le Directeur du SFPME ou son représentant.

§ 3. Les Ministres de l'enseignement de l'emploi et de la formation professionnelle de la Communauté flamande ou leur représentant, sont invités à titre d'observateur: avec voix consultative, aux réunions du Comité de pilotage.

§ 4. Le Comité de Pilotage a pour missions de :

1. désigner le tiers de confiance tel que défini à l'article 1^{er}, 150 ;
2. préparer et/ou rendre des avis sur les modalités d'exécution opérationnelles financière, technique et administrative découlant de la mise en œuvre du présent accord de coopération;
3. proposer toute mesure pouvant faciliter la mise en relation des bases de données nécessaires à la constitution du cadastre visé à l'article 2 et établir les protocoles de collaboration nécessaires à la mise à disposition mutuelle de données dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;
4. confier, commander, encadrer, évaluer et valoriser toutes études, analyses, prospectives et conduites sur base des données du cadastre visé à l'article 2 Toutes les études analyses et recherches produites sur base de ces données sont transmises aux membres du Comité de Pilotage;
5. statuer sur toute demande de données agrégées ou individuelles issues du cadastre visé à l'article 2;
6. transmettre aux gouvernements signataires des recommandations pour améliorer l'outil sur la base d'un rapport rédigé par le Service général du pilotage du système éducatif, l'Observatoire de l'enseignement supérieur, l'IWEPS et l'IBSA et tout membre du Comité de Pilotage qui désire être associé à la rédaction. Ces recommandations pourront

porter notamment, sur un élargissement de l'outil à l'analyse et au suivi des flux entre les dispositifs de formation professionnelle au regard de l'évolution vers l'insertion socioprofessionnelle. Afin d'alimenter ce rapport, tous les membres du Comité de Pilotage transmettent, le cas échéant, leurs remarques, suggestions, propositions aux rédacteurs du rapport;

7. prendre les mesures visant à permettre un développement et une mise en œuvre cohérente du cadastre visé à l'article 2 avec les outils similaires développés par la Communauté flamande afin de pouvoir envisager un échange de données sur les trajectoires des élèves et des étudiants qui passent du système d'enseignement d'une Communauté à l'autre Communauté;

8. développer des collaborations avec les pays voisins afin d'envisager un échange de données sur les trajectoires des étudiants qui poursuivent leur parcours à l'étranger ainsi que des étudiants qui proviennent de l'étranger;

9. d'informer de manière régulière le Conseil économique et social de Wallonie, le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que l'Assemblée des Instances bassin de vie des études, analyses, prospectives et conduites sur la base des données du cadastre visé à l'article 2.

§ 5. La Présidence du Comité de pilotage est assurée par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son représentant.

§ 6. Le Comité de Pilotage rédige, sur proposition du représentant du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française, un règlement d'ordre intérieur qui détermine, notamment, les procédures de prise de décision.

Un comité technique dit « groupe de travail » est institué par le Comité de Pilotage. Celui-ci est chargé d'assurer la mise en œuvre technique du cadastre visé à l'article 2. Dans ce cadre, il sera chargé :

- d'assurer le suivi techniques des décisions prises par le Comité de pilotage,
- d'alimenter le comité de pilotage en proposition de décision,
- de définir et de suivre régulièrement les travaux réalisés dans le cadre du cadastre visé à l'article 2 par les agents visés à l'article 6,
- et d'assurer toutes autres missions définies dans le règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. L'IWEPS mobilise une partie du temps de travail des deux attachés scientifiques équivalents temps plein rémunérés par la Communauté française dans le cadre de l'accord de coopération conclu le 8 octobre 2009 entre la Communauté française et la Région wallonne dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistiques pour produire des analyses utiles au pilotage de l'enseignement obligatoire et non obligatoire.

La Communauté française mobilise spécifiquement un agent de niveau 1 équivalent temps plein au sein de l'AGERS pour produire des analyses utiles au pilotage de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement non obligatoire.

§ 1. Une période de deux ans, dite période de transition, après l'entrée en vigueur du présent accord, est dédiée à la mise en place des outils informatiques et à la réalisation des interconnexions entre les différentes bases de données.

§ 2. Durant cette période de transition tout ou partie des données peuvent être interconnectées et des analyses partielles peuvent être menées.

Il appartient au Comité de Pilotage de décider des priorités soit sectorielles soit géographiques, soit chronologiques.

Art. 7. La mise en œuvre et le développement du cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs fait l'objet d'une évaluation deux ans après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération. Cette évaluation est réalisée par le Comité de Pilotage visé à l'article 5 et adressée à l'ensemble des gouvernements signataires.

Sur la base de cette évaluation et en fonction de l'avancement du cadastre; les gouvernements signataires solliciteront le Gouvernement de la Communauté flamande afin d'envisager la mise en place d'un système d'échange de données sur les trajectoires des élèves et des étudiants qui passent du système d'enseignement d'une Communauté à l'autre Communauté.

Cette évaluation est transmise pour information au Conseil économique et social de Wallonie et au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 8. Les données du cadastre visé à l'article 2 permettront également à l'IWEPS (dans le cadre de l'Observatoire wallon de l'Emploi en collaboration notamment avec et l'IFAPME, de développer un outil statistique intégré de suivi des apprenants et des stagiaires en formation professionnelle en Région wallonne de langue française et d'analyser les flux entre les dispositifs de formation professionnelle et au regard de l'évolution vers l'insertion socioprofessionnelle.

Art. 9. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 10. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier acte d'assentiment des parties contractantes.

Bruxelles, le 20 mars 2014.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale),
M.-M. SCHYNS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
A. ANTOINE

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

La Ministre de l'Economie et de l'Emploi,
C. FREMAULT

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président,
Ch. DOULKERIDIS

Le Ministre de la Formation professionnelle,
R. MADRANE

La Ministre de la Formation professionnelle des classes moyennes,
C. FREMAULT

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi,
O. PAASCH

Bruxelles, le 10 avril 2014.

Le Président,
Le Secrétaire
Le Greffier

Bruxelles, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
Ch. DOULKERIDIS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/13542]

24 APRIL 2014. — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de invoering van een kadaster van onderwijs- en post-onderwijs-trajecten

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt verleend aan het Samenwerkingsakkoord gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de invoering van een kadaster van onderwijs- en post-onderwijs-trajecten.

Art. 3. Dit samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de invoering van een kadaster van onderwijs- en post-onderwijs-trajecten

Gelet op de artikelen 1, 24, 38, 39, 127, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij bijzondere wet van 16 juli 1993;

Overwegende dat het onontbeerlijk is terug te kunnen vallen op een kadaster dat een overzicht biedt van de trajecten van de leerlingen en studenten, zowel die binnen als die buiten het onderwijs op de arbeidsmarkt en in de sector van de beroepsopleiding, om de overheid in staat te stellen de impact van het gevolgde onderwijs en de verstrekte opleidingen op het leven en het traject van de leerlingen en studenten nauwkeuriger te beoordelen en beter richting te geven aan ons educatief systeem en de beroepsopleiding;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Rudy Demotte, de Minister bevoegd voor Hoger Onderwijs, Jean-Claude Marcourt, en de Minister bevoegd voor Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie, Marie-Martine Schyns;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Rudy Demotte, en de Minister bevoegd voor Arbeid en Beroepsopleiding, André Antoine;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, Rudi Vervoort, en de Minister van Economie en Tewerkstelling, Céline Fremault;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College, in de persoon van haar Minister-President, Christos Doulkeridis, de Minister bevoegd voor Beroepsopleiding, Rachid Madrane, en de Minister bevoegd voor de Beroepsopleiding van de Middenstand, Céline Fremault;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Karl-Heinz Lambertz, en de Minister van Onderwijs, Opleiding en Werk, Oliver Paasch, zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1. ACTIRIS: de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling geregeld door de ordonnantie van 18 januari 2001;
2. ADG: Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft, opgericht bij decreet van 17 januari 2000 tot oprichting van een dienst voor arbeidsbemiddeling in de Duitstalige Gemeenschap;
3. AGERS: de Algemene Administratie Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
4. ARES: Academie onderzoek en hoger onderwijs, opgericht bij decreet van 7 november 2013;
5. «Pilot database»: de database met individuele statistische gegevens van de leerlingen uit het basis- en secundair onderwijs, gegevens afkomstig van het tellingsbestand van de leerlingen uit het basis- en secundair onderwijs;
6. Bruxelles Formation: het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, opgericht bij decreet van 17 maart 1994;
7. ETNIC: het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën, opgericht bij decreet van 27 maart 2002;
8. FOREM: de Waalse Dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling, opgericht bij decreet van 6 mei 1999;
9. IAWM : het Institut für Aus und Weiterbildung im Mittelstand, opgericht bij decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de KMO's;
10. BISA: het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse – Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
11. IFAPME: het Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, opgericht bij decreet van 17 juli 2003;
12. IWEPS: het Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek, opgericht bij decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek;
13. «Saturn»: de voor statistische, historische en wetenschappelijke doeleinden bestemde gegevensbank met de studenten uit het hoger onderwijs buiten de universiteit, uitgaande van de voor statistische doeleinden bestemde inzameling van gegevens «Saturn», verricht bij de instellingen voor hoger onderwijs;
14. SFPME: de Dienst KMO-Opleiding, opgericht bij decreet van 17 juli 2003 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het oprichten van een apart beheerde dienst belast met het beheer en de promotie van de permanente vorming voor de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen te Brussel;
15. «Secretariaat-generaal»: het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
16. Derde vertrouwenspartij: de intermediaire organisatie zoals omschreven in artikel 1, 6°, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord beoogt een kadaster in het leven te roepen, een geïntegreerd statistisch instrument voor de follow-up van de leerlingen uit het secundair en hoger onderwijs dat tot doel heeft :

1. de stromen van het gewoon en bijzonder secundair onderwijs naar het hoger onderwijs te analyseren;
2. de stromen binnen het gewoon en bijzonder secundair onderwijs te analyseren;
3. de stromen binnen het hoger onderwijs te analyseren;
4. de stromen van het secundair en hoger onderwijs naar de arbeidsmarkt en/of naar de voorzieningen voor beroepsopleiding te analyseren;
5. de opvolging te waarborgen van alle trajecten van opeenvolgende groepen schoolverlaters en dit over een periode van 10 jaar.

Dit instrument moet toelaten om analyses uit te voeren voor het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en meer afgeleide gebieden zoals de levensbekkens Onderwijs – Opleiding – Werk.

Art. 3. § 1. – Met het oog op de invoering van het in artikel 2 bedoelde instrument is het nodig om verschillende gegevensbronnen uit de onderwijs-, sociale zekerheids- en beroepsopleidingssector met elkaar te koppelen. In het instrument moeten gegevens van diverse oorsprong worden geïntegreerd. Deze zijn hieronder bepaald. Om de analyse te verfijnen en de stromen beter in kaart te brengen, kunnen zij aangevuld worden met complementaire gegevens.

§ 2. – De gegevens met betrekking tot het onderwijs die nodig zijn om vorm te geven aan het instrument, zijn afkomstig van:

1. de «pilot» database, waarvoor de gegevensverwerking berust bij de algemene administratie onderwijs en wetenschappelijk onderzoek. Deze omvat tevens de pilot key, die toelaat de nodige gegevens te integreren voor het identificeren van de leerlingen, waardoor de derde vertrouwenspartij een koppeling tot stand kan brengen met de andere gegevensbanken;
2. de gegevensbank «Saturn», waarvoor de gegevensverwerking berust bij de algemene administratie onderwijs en wetenschappelijk onderzoek. Deze omvat tevens de «identifying key», die toelaat de nodige gegevens te integreren voor het identificeren van de leerlingen, waardoor de derde vertrouwenspartij een koppeling tot stand kan brengen met de andere gegevensbanken;
3. de gegevensbank van de ARES met de studenten uit het universitair onderwijs, waarvoor de gegevensverwerking berust bij de ARES;
4. de gegevens met betrekking tot de studenten uit het onderwijs voor sociale promotie, waarvoor de gegevensverwerking berust bij de algemene administratie onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;
5. de gegevens met betrekking tot het gewoon en bijzonder secundair onderwijs en het hoger onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap, waarvoor de gegevensverwerking berust bij het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

§ 3. – De administratieve gegevens die geen verband houden met het onderwijs en nodig zijn om het instrument vorm te geven, zijn afkomstig van:

1. de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid, voor wat het traject op de arbeidsmarkt betreft;
2. de gegevensbanken van FOREM (met inbegrip van de gegevens betreffende de buurtregieën, MIRE, EFT/OISP en AWIPH, waar FOREM bij overeenkomst over beschikt), Bruxelles Formation, het IFAPME, de SFPME, het ADG en het IAWM, voor wat het opleidingstraject betreft.

Art. 4. § 1. – In akkoord met het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt de informatica-operator ETNIC er in de hoedanigheid van onderaannemer voor elk jaar vanaf 2005 mee belast:

1. de derde vertrouwenspartij, samen met het rijksregisternummer en de tellings sleutel, de variabelen te verstrekken die door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep zijn vastgelegd voor de schoolverlaters uit de pilot database;
2. de derde vertrouwenspartij, samen met de identificatiegegevens en de Saturn-sleutel, de variabelen te verstrekken die door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep zijn vastgelegd voor de studenten uit de Saturn-gegevensbank;
3. de derde vertrouwenspartij, samen met de identificatiegegevens en de Saturn-sleutel, de variabelen te verstrekken die door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep zijn vastgelegd voor de schoolverlaters uit de Saturn-gegevensbank.

§ 2. – De informatica-operator ETNIC wordt er in het licht van zijn opdrachten die voortvloeien uit de op 8 oktober 2009 gesloten samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistiek mee belast om voor elk jaar vanaf 2005:

1. de gegevens met betrekking tot de schoolverlaters ter beschikking te stellen van het BISA, het IWEPS, FOREM, het IFAPME, de SFPME, het IAWM, het ADG, de AGERS, het Secretariaat-generaal, het Brussels Observatorium voor de Werkgelegenheid van Actiris, de studiedienst van Bruxelles Formation en de studiedienst van het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

2. deze gegevens in te laden in een datawarehouse;

3. binnen de perken van de beschikbare budgettaire kredieten, een instrument voor de exploitatie en de opvolging van alle verzamelde gegevens ter beschikking te stellen van het BISA, het IWEPS, FOREM, het IFAPME, de SFPME, het IAWM, het ADG, de AGERS, het Secretariaat-generaal, het Brussels Observatorium voor de Werkgelegenheid van Actiris, de studiedienst van Bruxelles Formation en de studiedienst van het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Dit moet gebeuren op grond van modaliteiten en prioriteiten die bepaald zullen worden door het Sturingscomité;

4. individuele gegevens te verstrekken, enkel op verzoek van het Sturingscomité en volgens modaliteiten die geval per geval door het Comité worden bepaald. Indien het niet-anonieme gegevens betreft, moeten deze worden doorgestuurd naar de derde vertrouwenspartij, die zal overgaan tot de verschillende gewenste koppelingen van de gegevensbanken en tot de codering ervan.

§ 3. – De operator ARES wordt ermee belast om voor elk jaar vanaf 2005 de derde vertrouwenspartij samen met de identificatiegegevens:

1. in het bezit te stellen van de elementen van de gegevensbank met de universiteitsstudenten op basis waarvan hun traject in het universitair onderwijs kan worden gereconstrueerd;
2. de schoolverlaters die opgenomen zijn in de gegevensbank van de ARES, mee te delen.

§ 4. – Het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft wordt ermee belast om voor elk beschikbaar jaar vanaf 2005 de derde vertrouwenspartij samen met de identificatiegegevens:

1. in het bezit te stellen van de gegevens van de leerlingen uit het gewoon en bijzonder secundair onderwijs op basis waarvan hun studietraject gereconstrueerd kan worden;
2. de schoolverlaters die opgenomen zijn in de gegevensbank met de leerlingen uit het gewoon en bijzonder secundair onderwijs, mee te delen;
3. in het bezit te stellen van de gegevens van de studenten uit het hoger onderwijs op basis waarvan hun studietraject gereconstrueerd kan worden;
4. de schoolverlaters die opgenomen zijn in de gegevensbank met de studenten uit het hoger onderwijs, mee te delen.

§ 5. – De beroepsopleidingsoperatoren: Forem, Bruxelles Formation, het IFAPME, de SFPME, het ADG en het IAWM worden ermee belast om voor elk jaar vanaf 2005 indien de gegevens beschikbaar zijn, de derde vertrouwenspartij in het bezit te stellen van de gegevens afkomstig uit hun gegevensbank en van de identificatiegegevens die nodig zijn voor het reconstrueren van het opleidingstraject van de leerlingen die uit het onderwijssysteem gestapt zijn.

§ 6. – De derde vertrouwenspartij wordt ermee belast:

1. de individuele gegevens uit de verschillende gegevensbanken onderling te koppelen;
2. de gegevens te coderen overeenkomstig de bepalingen vastgelegd in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens en in het daarop betrekking hebbende uitvoeringsbesluit van 13 februari 2001;
3. de individuele gegevens en de schikking der variabelen te verstrekken die vastgelegd zijn door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep en afkomstig zijn van de verschillende bij het ETNIC gekoppelde en gecodeerde gegevensbronnen.

Art. 5. § 1. – Om de nodige samenwerking rond de in artikel 2 beoogde doelstellingen te optimaliseren, wordt een Sturingscomité opgericht.

§ 2. – Het Sturingscomité wordt samengesteld uit de volgende leden :

1. Voor de Franse Gemeenschap :

- a) de secretaris-generaal van het MFWB of diens vertegenwoordiger;
- b) de directeur van de directie onderzoek van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of diens vertegenwoordiger;

- c) de administrateur-generaal van de AGERS of diens vertegenwoordiger;
 - d) een lid van de algemene dienst voor de sturing van het onderwijssysteem;
 - e) de administrateur-generaal van de ARES of diens vertegenwoordiger;
 - f) de Minister bevoegd voor secundair onderwijs of diens vertegenwoordiger;
 - g) de Minister bevoegd voor hoger onderwijs of diens vertegenwoordiger;
 - h) de Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie of diens vertegenwoordiger;
 - i) de Minister bevoegd voor statistiek of diens vertegenwoordiger;
 - j) de administrateur-generaal van het ETNIC of diens vertegenwoordiger;
2. Voor de Duitstalige Gemeenschap:
- a) de Minister bevoegd voor onderwijs of diens vertegenwoordiger;
 - b) de verantwoordelijke van het ministerie belast met opleiding of diens vertegenwoordiger.
3. Voor het Waalse Gewest:
- a) de Minister bevoegd voor beroepsopleiding of diens vertegenwoordiger;
 - b) de Minister bevoegd voor tewerkstelling of diens vertegenwoordiger;
 - c) de administrateur-generaal van het IWEPS of diens vertegenwoordiger;
 - d) de administrateur-generaal van Forem of diens vertegenwoordiger;
 - e) de administrateur-generaal van het IFAPME of diens vertegenwoordiger;
 - f) een vertegenwoordiger van de Interfederatie van de EFT/OISP.
4. Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:
- a) de Minister bevoegd voor statistiek of diens vertegenwoordiger;
 - b) de Minister bevoegd voor tewerkstelling of diens vertegenwoordiger;
 - c) de directeur van het BISA of diens vertegenwoordiger;
 - d) de directeur van het Brussels Observatorium voor de Werkgelegenheid of diens vertegenwoordiger.
 - e) een vertegenwoordiger van FEBISP.
5. Voor de Franse Gemeenschapscommissie:
- a) de Minister bevoegd voor beroepsopleiding of diens vertegenwoordiger;
 - b) de directeur van Bruxelles Formation of diens vertegenwoordiger;
 - c) de Minister bevoegd voor opleiding van de middenstand of diens vertegenwoordiger;
 - d) de directeur van de SFPME of diens vertegenwoordiger.

§ 3. - De Ministers van onderwijs, tewerkstelling en beroepsopleiding van de Vlaamse Gemeenschap of hun vertegenwoordiger worden uitgenodigd om als waarnemer met raadgevende stem deel te nemen aan de bijeenkomsten van het Sturingscomité.

§ 4. - Het Sturingscomité heeft als opdracht :

1. de derde vertrouwenspartij, zoals gedefinieerd in artikel 1, 15°, aan te wijzen;
2. adviezen voor te bereiden en/of uit te brengen over de operationele, financiële, technische en administratieve uitvoeringsmodaliteiten die samenhangen met de tenuitvoerbrenging van dit samenwerkingsakkoord;
3. alle mogelijke maatregelen voor te stellen met het oog op een vlottere koppeling van de gegevensbanken die nodig zijn voor de samenstelling van het in artikel 2 bedoelde kadaster en de nodige samenwerkingsprotocollen op te maken voor de wederzijdse terbeschikkingstelling van gegevens met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens;
4. alle studies, analyses en toekomstverwachtingen die uitgevoerd worden op basis van de gegevens van het in artikel 2 bedoelde kadaster toe te vertrouwen, te bestellen, te begeleiden, te evalueren en te valoriseren. Alle studies, analyses en onderzoeken die op basis van deze gegevens worden voortgebracht, worden bezorgd aan de leden van het Sturingscomité;
5. uitspraak te doen over alle gegroepeerde of individuele gegevensaanvragen uit het in artikel 2 bedoelde kadaster;
6. de ondertekenende regeringen aanbevelingen overmaken om het instrument te verbeteren, op basis van een verslag dat wordt opgemaakt door de algemene dienst voor de sturing van het onderwijssysteem, het Observatorium voor het hoger onderwijs, het IWEPS en het BISA en elk lid van het Sturingscomité dat bij de opmaak betrokken wenst te worden. Deze aanbevelingen kunnen onder meer betrekking hebben op een uitbreiding van het instrument tot de analyse en de opvolging van de stromen tussen de voorzieningen voor beroepsopleiding in het licht van de evolutie naar socio-professionele inschakeling. Om dit verslag te onderbouwen, sturen alle leden van het Sturingscomité desgevallend hun opmerkingen, suggesties en voorstellen door naar de auteurs van het verslag;
7. maatregelen te nemen om het in artikel 2 bedoelde kadaster te ontwikkelen en ten uitvoer te brengen in samenhang met de gelijkaardige instrumenten die ontwikkeld zijn door de Vlaamse Gemeenschap om eventueel gegevens uit te wisselen over het traject van leerlingen en studenten die overstappen van het onderwijssysteem van de ene Gemeenschap naar dat van de andere Gemeenschap;
8. samenwerkingsverbanden te ontwikkelen met de buurlanden om eventueel gegevens uit te wisselen over het traject van studenten die verder gaan studeren in het buitenland of over het traject van studenten die uit het buitenland komen;
9. de Sociaal Economische Raad van het Waalse Gewest, de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Vergadering van de Sturingsinstanties voor de levensbekkens regelmatig op de hoogte te houden van de studies, analyses en prospecties die uitgevoerd worden op basis van de gegevens afkomstig van het in artikel 2 bedoelde kadaster.

§ 5. – Het Voorzitterschap van het Sturingscomité wordt waargenomen door de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of diens vertegenwoordiger.

§ 6. – Op voorstel van de vertegenwoordiger van het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap stelt het Sturingscomité een huishoudelijk reglement op dat onder meer de besluitvormingsprocedures vastlegt.

Er wordt een technisch comité, «werkgroep» genoemd, ingesteld door het Sturingscomité. Deze werkgroep wordt belast met de technische uitvoering van het kadaster bedoeld in artikel 2 en zal in dat verband instaan voor :

- het technische opvolgen van de beslissingen die door het Sturingscomité worden genomen;
- het voorleggen van beslissingsvoorstellen aan het Sturingscomité;
- het bepalen en regelmatig opvolgen van de werkzaamheden die in het kader van het in artikel 2 bedoelde kadaster worden uitgevoerd door de in artikel 6 bedoelde personeelsleden;
- en het uitvoeren van alle andere opdrachten die in het huishoudelijk reglement worden bepaald.

Art. 6. Het IWEPSt zet de twee voltijds equivalente wetenschappelijke attachés die in het kader van de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 8 oktober 2009 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistieken bezoldigd worden door de Franse Gemeenschap voor een deel van hun werktijd in om nuttige analyses te verrichten voor de sturing van het verplicht en niet-verplicht onderwijs.

De Franse Gemeenschap mobiliseert specifiek een bij de AGERS tewerkgesteld voltijds equivalent medewerker van niveau 1 om nuttige analyses te verrichten voor de sturing van het verplicht onderwijs en het niet-verplicht onderwijs.

Art. 7. § 1. – Na de inwerkingtreding van dit akkoord wordt een zogenaamde overgangperiode van twee jaar ingesteld om vorm te geven aan de informaticatools en de onderlinge koppelingen tussen de verschillende gegevensbanken tot stand te brengen.

§ 2. – Tijdens deze overgangperiode kunnen alle of een deel van de gegevens onderling gekoppeld worden en kunnen gedeeltelijke analyses worden uitgevoerd.

Het is de taak van het Sturingscomité om te beslissen over de sectorale, geografische en chronologische prioriteiten.

Art. 8. De tenuitvoerbrenging en de ontwikkeling van het kadaster van onderwijs- en post-onderwijstrajecten worden twee jaar na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord geëvalueerd. Deze evaluatie wordt verricht door het in artikel 5 bedoelde Sturingscomité en bekendgemaakt aan alle ondertekenende regeringen.

Op basis van deze evaluatie en afhankelijk van de vordering van het kadaster zullen de ondertekenende regeringen de Regering van de Vlaamse Gemeenschap verzoeken te overwegen een systeem op te zetten voor het uitwisselen van gegevens over de trajecten van de leerlingen en studenten die overstappen van het onderwijssysteem van de ene Gemeenschap naar dat van de andere Gemeenschap.

Deze evaluatie wordt ter informatie overgemaakt aan de Sociaal Economische Raad van het Waalse Gewest en de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 9. De gegevens van het in artikel 2 bedoelde kadaster zullen het IWEPSt (in het kader van het Observatoire wallon de l'Emploi) in staat stellen, in samenwerking meer bepaald met het AMEF en het IFAPME, een geïntegreerd statistisch instrument te ontwikkelen voor de opvolging van de Franstalige cursisten en stagiairs die een beroepsopleiding volgen in het Waals Gewest en de stromen tussen de beroepsopleidingsvoorzieningen te analyseren in het licht van de evolutie naar de socio-professionele inschakeling.

Art. 10. Dit samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

Art. 11. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag dat de laatste instemmingsakte van de overeenkomstsluitende partijen bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 20 maart 2014.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister bevoegd voor hoger onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister bevoegd voor leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie,
M.-M. SCHYNS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister bevoegd voor werk en beroepsopleiding,
A. ANTOINE

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
R. VERVOORT

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
C. FREMAULT

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,
Ch. DOULKERIDIS

De Minister bevoegd voor beroepsopleiding,
R. MADRANE

De Minister bevoegd voor de beroepsopleiding van de middenstand,

C. FREMAULT

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werk,

O. PAASCH

Brussel, 10 april 2014.

De Voorzitter,

De Secretaris,

De Griffier,

Brussel, 24 april 2014.

De Minister-President,

Ch. DOULKERIDIS

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/202600]

**12 JUNI 2019. — Arrêté royal portant nomination de conseillers
et de juges sociaux (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 198 à 201, 202, modifié par la loi du 6 mai 1982, 206, modifié par la loi du 15 mai 1987, et 216;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1970 déterminant le nombre des juges sociaux et des conseillers sociaux et les modalités de présentation des candidats, modifié par les arrêtés royaux du 12 octobre 1970, du 4 mai 1971, du 11 septembre 1974, du 12 septembre 1974, du 8 juin 1976, du 12 octobre 1978, du 11 août 1982, du 6 mars 1984, du 18 février 1994, du 19 janvier 1999, du 16 juin 2006 et du 25 mars 2014;

Vu la liste double de candidats présentés par l'organisation représentative d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés en qualité de conseiller social effectif au titre d'employeur à la Cour du travail de Bruxelles :

- appartenant au régime linguistique français :

Mr CHARPENTIER Bruno, à WATERLOO;

Mr CLEVEN Alexandre, à BRAINE-L'ALLEUD;

Mme DELSAUT Valérie, à AUDERGHEM;

Mr DEMARRÉE Serge, à CHASTRE;

Mr DETHISE Dominique, à SINT-PIETERS-LEEUEW;

Mr FLAMAND André, à BRAINE-L'ALLEUD;

Mr MILLET Luc, à COURT-SAINT-ETIENNE;

Mr POWIS DE TENBOSSCHE Michaël, à WOLUWE-SAINT-LAMBERT;

Mr VANBELLINGHEN Olivier, à DILBEEK;

Mr VANDERHAEGEN Jean-Christophe, à BEERSEL;

Mme VERMEERSCH Catherine, à IXELLES;

Mr WILLOCX Olivier, à SCHAARBEEK;

Mr WOUTERS Pierre, à BRAINE-L'ALLEUD.

Art. 2. Sont nommés en qualité de conseiller social effectif au titre de travailleur ouvrier à la Cour du travail de Bruxelles :

- appartenant au régime linguistique français :

Mr BOUCHAT Christian, à SCHAARBEEK;

Mr LANGHENDRIES André, à LESSINES;

Mr MULS Xavier, à WEMMEL;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/202600]

**12 JUNI 2019. — Koninklijk besluit houdende benoeming van
raadsheren en rechters in sociale zaken (1)**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid op de artikelen 198 tot 201, 202, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1982, 206, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1987, en 216;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1970 tot vaststelling van het aantal rechters en raadsheren in sociale zaken en van de wijze van voordracht van de kandidaten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1970, 4 mei 1971, 11 september 1974, 12 september 1974, 8 juni 1976, 12 oktober 1978, 11 augustus 1982, 6 maart 1984, 18 februari 1994, 19 januari 1999, 16 juni 2006 en 25 maart 2014;

Gelet op de dubbele kandidatenlijsten voorgedragen door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tot werkend raadsheer in sociale zaken, als werkgever bij het Arbeidshof van Brussel worden benoemd :

- behorend tot het Franse taalselsel :

de heer CHARPENTIER Bruno, te WATERLOO;

de heer CLEVEN Alexandre, te EIGENBRAKEL;

Mevr. DELSAUT Valérie, te OUDERGEM;

de heer DEMARRÉE Serge, te CHASTRE;

de heer DETHISE Dominique, te SINT-PIETERS-LEEUEW;

de heer FLAMAND André, te EIGENBRAKEL;

de heer MILLET Luc, te COURT-SAINT-ETIENNE;

de heer POWIS DE TENBOSSCHE Michaël, te SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE;

de heer VANBELLINGHEN Olivier, te DILBEEK;

de heer VANDERHAEGEN Jean-Christophe, te BEERSEL;

Mevr. VERMEERSCH Catherine, te ELSENE;

de heer WILLOCX Olivier, te SCHAARBEEK;

de heer WOUTERS Pierre, te EIGENBRAKEL.

Art. 2. Tot werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-arbeider bij het Arbeidshof van Brussel worden benoemd :

- behorend tot het Franse taalselsel :

de heer BOUCHAT Christian, te SCHAARBEEK;

de heer LANGHENDRIES André, te LESSINES;

de heer MULS Xavier, te WEMMEL;